



Le développement : utopie et projet

Louis O'Neill

Volume 41, numéro 3, octobre 1985

50e anniversaire de la Faculté de philosophie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/400193ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/400193ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de philosophie, Université Laval

ISSN

0023-9054 (imprimé)

1703-8804 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

O'Neill, L. (1985). Le développement : utopie et projet. *Laval théologique et philosophique*, 41(3), 361–383. <https://doi.org/10.7202/400193ar>

LE DÉVELOPPEMENT : UTOPIE ET PROJET

Louis O'NEILL

« Lorsqu'on rêve seul, ce n'est qu'un rêve.
Lorsque nous rêvons ensemble, c'est le
commencement de la réalité ».

— Chant populaire brésilien.

RÉSUMÉ. — *Un impératif fait l'unanimité : se libérer du sous-développement et progresser vers le développement. Mais de celui-ci il n'est pas aisé de se faire une idée adéquate. Une façon de procéder apparaît fructueuse : dégager les composantes intégrales du développement que mettent en lumière les problématiques socio-économiques et politiques et, à partir de là, construire une définition opérationnelle. Ainsi, rejoint-on l'idée que se fait du développement la pensée sociale chrétienne : utopie et projet, entreprise de dimension cosmique où doivent solidairement s'engager pays riches et nations en voie de développement.*

LA PREMIÈRE perception du développement et de la nécessité de le réaliser découle de la prise de conscience du drame du sous-développement. On est d'accord pour promouvoir le développement, même quand on n'a qu'une idée confuse de ce en quoi il consiste. Ce dont on a une conscience nette, c'est que les choses doivent changer et qu'on ne peut tolérer plus longtemps des situations où des masses d'hommes et de femmes sont condamnées à croupir dans des conditions infra-humaines.

Dans cette perception commune et confuse du développement, des constantes émergent et s'entrecroisent. On pressent, par exemple, que la croissance économique en constitue une armature importante ; même que pour beaucoup d'économistes de stricte obédience elle équivaut au développement. On discerne en outre que la notion de développement rejoint celle de *progrès*¹, notion elle-même un peu confuse qu'on tend aussi parfois à réduire à la seule dimension de croissance économique.

1. Le titre latin de l'encyclique sur le développement (*Populorum progressio*) explicite cet apparentement.
— Dans la suite des observations ici formulées sur le développement, les références à l'encyclique *Populorum progressio* sont faites selon la version française de l'édition officielle (v.g. Action populaire, Mame (coll. Vivre le Concile)).

Les individus et les organismes voués à des tâches concrètes sur le terrain identifient le développement à des activités spécifiques destinées à aider des collectivités à se libérer de la misère et de servitudes matérielles ou morales. D'autre part, leur engagement incarne souvent une conception du développement, *un idéal*, qu'on peut aussi qualifier d'*utopie positive*, projet dont la réalisation n'est jamais parachevée.

Ces perceptions diverses ne sont pas nécessairement antinomiques. En cherchant à circonscrire le plus rigoureusement possible ce qu'elles contiennent, on se donne le moyen pratique d'aboutir à une définition adéquate du développement.

1. *La croissance économique*

La croissance économique, mesurée quantitativement par l'indice synthétique (PNB, R/h), différencie les divers paliers de sous-développement. Elle peut donc aussi révéler un progrès matériel, un enrichissement collectif qui prend forme. Dans une perspective libérale classique, celle de l'*économisme*, la croissance équivaut en fait au développement. C'est la même vision des choses qui prévaut chez beaucoup d'économistes marxistes². Selon cette optique commune aux deux grandes idéologies qui se partagent le monde, la croissance économique constitue le progrès et en donne la preuve. En outre, dans l'optique libérale traditionnelle, elle est une condition et une garantie de liberté individuelle. À travers elle, on ne cherche ni la justice, ni la distribution équitable des fruits du progrès, mais on prétend rendre possible à long terme une amélioration générale du sort des individus.

Dans la perspective de la social-démocratie, on rejette cette conception étroite de la croissance ; on préfère parler de croissance économique intégrale³ ; notion qui s'apparente à celle d'*économie humaine* mise de l'avant par L.J. Lebreton⁴.

Confiant dans la solidité et l'efficacité du modèle libéral de croissance, Rostow a proposé d'appliquer au tiers-monde le modèle économique qui avait fait ses preuves dans les pays industrialisés d'Occident⁵. Selon Rostow, il suffit que le tiers-monde s'engage résolument dans une *opération de rattrapage*, en franchissant successivement les cinq étapes de la croissance :

- 1^{re} étape : émergence hors de la société traditionnelle ;
- 2^e étape : conditions préalables au décollage : organisation politique et sociale, connaissances techniques, création d'épargne, constitution d'un capital social fixe, esprit d'entreprise ;
- 3^e étape : *décollage* (take off), impliquant simultanément : augmentation du taux d'investissement (10% et plus du RN), développement de secteurs industriels à taux élevé de croissance, structuration politique et sociale assurant modernisation et continuité ;

2. Sur l'économie, en tant qu'idéologie commune au libéralisme et au marxisme, voir *Laborem exercens*, n° 13. On ne pourrait toutefois ranger dans cette catégorie un marxiste de la trempe d'un Roger GARAUDY, l'auteur de *L'alternative* (Laffont, 1972). Mais l'originalité et l'indépendance d'esprit de Garaudy lui ont coûté cher : le PCF l'a convaincu d'hérésie et l'a exclu de ses rangs.

3. Voir B. LIETAER, *Le grand jeu Europe-Amérique latine*, PUF, 1981, p. 262.

4. Voir vg. *Dynamique concrète du développement ; Développement = Révolution solidaire* (Éd. Ouvrières.)

5. ROSTOW, W.W., *Les étapes de la croissance économique*, Seuil, 1962.

- 4^e étape : marche vers la maturité économique ;
 5^e étape : ère de la consommation de masse ⁶.

La théorie d'un modèle de croissance inspiré par l'expérience capitaliste occidentale a perdu des plumes par suite des nombreux échecs qui ont marqué la fin de la décennie du progrès (1960–1970).

Mais le modèle revient à la mode dans le sillage du courant néo-libéral reaganien ⁷ surtout qu'on peut apporter des preuves concrètes d'une certaine réussite du modèle, v.g. Taiwan, Singapour, Corée du Sud ⁸.

2. Les failles du modèle

Les performances économiques du capitalisme industriel sont bien connues. Elles forment un volet de l'histoire des pays développés d'Occident. Mais des failles également spectaculaires font aussi partie de cette histoire. On les oublie, parce qu'elles ont été en partie corrigées avec le temps. Non parce que le système soit auto-correctif, comme le prétendent les idéologues de l'école libérale, mais parce que des forces réformatrices ont lutté afin de pallier les injustices issues du fonctionnement du système : courants socio-démocrates, syndicats, législations ouvrières, opinion publique éveillée, action démocratique des militants du christianisme social, etc. Quand l'influence des forces réformatrices diminue, les abus du système redeviennent flagrants, comme cela apparaît manifeste aux USA avec le triomphe du reaganisme ⁹.

Dans le tiers-monde, les mécanismes correcteurs sont moins efficaces. Alors surgissent, et à une échelle beaucoup plus étendue, les misères et les inégalités qui rappellent l'époque du capitalisme triomphant dans les pays industrialisés. Par exemple :

- le sous-développement par le développement ¹⁰ ;
- des inégalités croissantes et moralement intolérables. « Laisse à son seul jeu, son mécanisme (celui de l'économie moderne) entraîne le monde vers l'aggravation, et non l'atténuation, de la disparité des niveaux de vie : les peuples riches jouissent d'une croissance rapide, tandis que les pauvres se développent lentement. Le déséquilibre s'accroît : certains produisent en excédent des denrées alimentaires qui manquent cruellement à d'autres, et ces derniers voient leurs exportations rendues incertaines » (P.P., n. 8) ;

6. On retrouve, dans le *Vocabulaire pratique des sciences sociales* d'Alain Birou (voir le mot *take off*), la description schématique des étapes de la croissance de Rostow.

7. Une mode qui influence même des intellectuels et des analystes présumés rigoureux, qui perdent leur capacité de sens critique face aux failles du néo-libéralisme reaganiste. Voir là-dessus, « Reaganisme », de Claude JULIEN, dans *Le Monde diplomatique*, mars 1985.

8. On parle moins des échecs retentissants, par exemple celui du redressement raté du Chili, entrepris sous l'égide d'un des grands théoriciens du néo-libéralisme, Milton Friedman.

9. Une enquête menée aux U.S.A. en 1984 révèle que 20% des Américains vivent sous le seuil de la pauvreté et que parmi ces 20% la moitié souffre de malnutrition et sous-alimentation. Et ce, au pays des récoltes pléthoriques et de l'abondance.

10. LIETAER (*ouvrage cité*, p. 122) illustre par le schéma suivant le processus de croissance aboutissant au sous-développement, en se référant à la situation prévalant dans plusieurs pays d'Amérique latine :

— le mal-développement, aussi qualifié de développement anarchique, problème souligné par plusieurs experts, v.g. Dumont, Lebret, Tibor, Mende, Tevoedjré, Cosmao, etc.¹¹

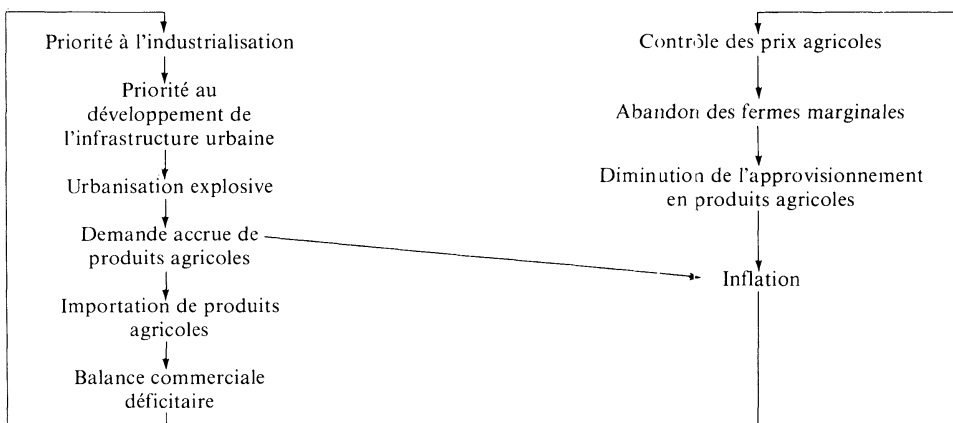
Pour des idéologues marxistes (v.g. A.G. Frank, Celso Furtado), un tel processus n'a rien d'insolite. Il n'est pas un accident de parcours ou le résultat d'erreurs humaines : il est inhérent à la nature même du mode de production capitaliste¹².

Paul VI reconnaît les avantages de l'activité de forces productives modernes sur le développement. Il sait bien, comme on le soulignera plus loin, que le plus avoir peut favoriser le plus être. Mais les failles et les avatars du système ne le laissent pas indifférent.

« Un système s'est malheureusement édifié sur ces conditions nouvelles de la société, qui considérait le profit comme motif essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des biens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes. Ce libéralisme sans frein conduisait à la dictature à bon droit dénoncée par Pie XI comme génératrice de "l'impérialisme international de l'argent". (Q.A.). On ne saurait réprover trop de tels abus, en rappelant encore une fois solennellement que l'économie est au service de l'homme. »¹³

L'économisme, qui subordonne ce qui est humain, moral et spirituel aux exigences de production et de transformation de biens en fonction de valeurs matérielles, n'est pas une idéologie exclusive au libéralisme. Comme l'explique Jean-Paul II dans son encyclique sur le travail (*Laborem exercens*, n. 13), le matérialisme

10. (suite)



11. Voir v.g. A. TEVOEDJÉRÉ, *La pauvreté, richesse des peuples*, Éd. ouvrières, 1978 ; T. MENDE, *De l'aide à la recolonisation*, Seuil, 1975 ; R. DUMONT, *L'Afrique noire est mal partie*, Seuil, 1969 ; R. DUMONT et M.F. COTTIN, *Le mal-développement en Amérique latine*, Seuil, 1981 ; L.J. LEBRET, *Développement = Révolution solidaire*, Éd. ouvrières, 1966 ; V. COSMAO, *Un monde en développement ?*, Éd. ouvrières, 1984.

12. A.G. FRANK, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspéro, 1968 ; C. FORTADO, *Les États-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, Calmann-Lévy, 1970 ; R.M. MARINI, *Sous-développement et révolution en Amérique latine*, Maspéro (Cahiers 217-218), 1972.

13. P.P., n. 26.

pratique prôné par le libéralisme a contribué à l'émergence du matérialisme théorique et doctrinal, lequel fournit l'idéologie à des forces de changement qui, en plusieurs pays, tentent de combattre le sous-développement. Tentatives qui ne connaissent qu'un succès mitigé, parfois aboutissent à des échecs spectaculaires et qui, trop souvent, se soldent par des coûts humains exorbitants.

3. *Avoir plus pour être plus*

Ce ne sont ni l'industrialisation, ni la production accélérée de biens matériels, ni la croissance économique dans son ensemble qui sont mises en question, mais les valeurs sous-jacentes et les distortions sociales qui en résultent. Car bien qu'il n'y a pas d'identification entre croissance économique et développement, il existe néanmoins entre eux une étroite corrélation. Leitmotiv séculaire de l'anthropologie chrétienne mis en lumière par saint Thomas d'Aquin et par les encycliques sociales, celui qui rappelle qu'un minimum de biens matériels est requis pour le mieux-être moral de chaque personne. La pauvreté chrétienne n'est pas le misérabilisme. Si d'une part, il existe une frénésie de la possession qui aboutit à l'avarice, « forme la plus évidente du sous-développement moral » (P.P.), le devoir de croissance commande d'autre part de « *soumettre la création* », par la technique et le travail¹⁴ afin que les individus et les familles aient accès à un minimum suffisant de biens matériels et se libèrent autant que possible des servitudes déshumanisantes : la faim, la maladie, l'insécurité, l'angoisse du lendemain, l'ignorance.

La croissance économique contemporaine, largement identifiée à l'essor du capitalisme libéral (et en partie au marxisme soviétique) a contribué à transformer les conditions d'existence des communautés humaines, « *Avoir plus pour être plus* » : il y a là une ligne d'action énoncée par L.J. Lebreton et que rappelle l'encyclique sur le développement.

« Être affranchis de la misère, trouver plus sûrement leur subsistance, la santé, un emploi stable ; participer davantage aux responsabilités, hors de toute oppression, à l'abri de situations qui offensent leur dignité d'hommes ; être plus instruits ; en un mot, faire connaître et avoir plus, pour être plus : telle est l'aspiration des hommes d'aujourd'hui, alors qu'un grand nombre d'entre eux sont condamnés à vivre dans des conditions qui rendent illusoire ce désir légitime »¹⁵

Pour l'immense majorité des hommes et des femmes du tiers-monde, l'avoir plus, condition de plus être, se concrétise dans un objectif minimal, le *plancher des ressources* : alimentation de base, moyens pour lutter contre la maladie, un abri contre les intempéries, un gagne-pain qui permet d'avoir accès au réseau de distribution de biens de base, (« sans gagne-pain, pas de pain »). On doit reconnaître à certaines expériences socialistes le mérite d'avoir concrétisé dans les faits, et cela dans un délai relativement court, cet objectif du plancher des ressources¹⁶.

14. Ce qui admirablement explicité dans *Laborem Exercens*, pp. 4, 5, 25.

15. P.P., n. 6.

16. C'est la raison pour laquelle Yves Lacoste estime qu'on doit distinguer, dans la classification des pays du tiers-monde, ceux qui sont embourbés dans des situations apparemment insolubles où un

La croissance économique de type libéral entraîne des inégalités qui sont parfois flagrantes et insupportables. Mais le seuil de tolérance est beaucoup plus élevé là où on a atteint le *plancher des ressources*, comme cela semble être le cas dans quelques pays de capitalisme périphérique (Taiwan, Corée du Sud, etc.). Les inégalités et les distorsions ne rendent pas vaine et sans valeur la concrétisation de ce *plancher des ressources*, même si la permanence des inégalités demeure choquante pour « la sensibilité de gauche »¹⁷.

C'est là où le plancher des ressources minimales n'est pas atteint que les distorsions flagrantes compromettent les réussites de la croissance et risquent de perturber l'ordre social ; par exemple, quand le Brésil réussit à se distinguer à la fois par le PNB le plus élevé d'Amérique latine et un niveau effarant de sous-alimentation et de mortalité infantile, (v.g. dans le Nordeste) ou encore quand les performances les plus spectaculaires de la Révolution verte coexistent avec la malnutrition et la faim (Mexique, Philippines, etc.). Rien ne prouve que les réussites enregistrées exigeaient un coût humain aussi élevé.

Il n'est pas inéluctable que la croissance de l'avoir entraîne, pour les petites gens, la dégradation des conditions de vie et la misère ; une misère qui engendre souvent le découragement et la passivité¹⁸.

En mettant trop l'accent sur l'importance de l'avoir, on peut glisser peu à peu dans le matérialisme, c'est-à-dire une façon de penser et de vivre qui réduit toute chose et tout projet à sa dimension matérielle, plus exactement économique et monétaire. C'est la *tentation matérialiste*, contre laquelle Paul VI met en garde les jeunes nations (P.P., n. 41), tentation qui, dit le pape, vient des peuples riches. Au fait, cette admonition, bien comprise, n'est pas superflue. Les modes de production axés sur le plus grand profit possible à court terme, qui sont à l'œuvre dans le tiers-monde, trahissent une obsession matérialiste. Les nouvelles élites se révèlent parfois plus assoiffées de confort que les grandes bourgeoisies des pays riches. Il convient donc de parler de tentation matérialiste, mais sans oublier l'ensemble des coordonnées sociales qui servent à situer le plus avoir eu égard au plus être. Paul VI n'oublie pas ces coordonnées. À son exemple, on pourra parler de matérialisme avec pertinence, si

capitalisme inefficace entretient la misère et ceux qui, grâce à une planification bureaucratique sévère et exigeante (Cuba en serait le meilleur exemple) connaissent des progrès remarquables dans les domaines de la suffisance alimentaire, de la santé et de l'éducation. (Voir *Géographie du développement*, pp. 56 ; 234 ssq.). L'auteur sous-évalue toutefois le coût humain de ces performances.

17. Gaston Bouthoul note que la pénurie de ressources est non moins propice à la croissance des inégalités que la croissance anarchique. Quand il y a pénurie et qu'on est obligé de passer au rationnement, les inégalités peuvent même s'accroître. « Tout rationnement implique un renforcement de l'autorité et par conséquent l'inégalité juridique entre ceux qui exercent l'autorité et ceux qui la subissent. Les classes dirigeantes trouvent toujours le moyen de faire peser le rationnement sur leurs administrés ». Cela vaut non moins en économie socialiste, ajoute l'auteur. « Les dirigeants sont servis les premiers et reçoivent les meilleurs morceaux. La pénurie assoit leur autorité... *L'égalité n'est possible qu'en régime d'abondance* » (*La surpopulation*, Payot, 1971, p. 136).
18. Les classes populaires, note Lietaer, ne profitent pas de la nouvelle croissance ; souvent, elles ne pensent même pas revendiquer. Elles sont trop démunies et épuisées pour contester. Ce sont les minorités agissantes qui agissent et parlent en leur nom. Cas typique qui illustre les anormalités de la croissance non arbitrée : les Indiens des Andes vivent moins bien que leurs ancêtres du temps des Incas ! (Voir *ouvrage cité*, p. 120 ssq.).

on commence par se préoccuper des finalités humaines de la croissance économique. Par exemple :

- la concrétisation d'un plancher des ressources à l'avantage de la masse des citoyens ;
- la réponse rapide et efficace aux urgences extrêmes, v.g. famine ;
- la lutte contre les abus des nouvelles classes ;
- la mise en question des mécanismes du sous-développement, générateurs d'injustice structurelle ;
- l'effort en vue de contrer le sous-développement moral et spirituel dans lequel s'embourbent les classes aisées dans les pays nantis.

Devant des auditoires en grande partie formés de petites gens, de pauvres et de miséreux, Jésus a traité de la « tentation matérialiste ». Il a fait la louange de la pauvreté, une pauvreté spirituelle sur laquelle théologiens et mystiques réfléchissent et dissertent depuis deux mille ans, en divergeant d'avis. Ce sur quoi on s'entend, c'est pour reconnaître que le Christ n'a pas confondu la pauvreté et le misérabilisme et qu'il a annoncé une libération qui inclut celle de la faim, de la maladie et de la misère. Il a parlé de pain quotidien ; il a multiplié des pains en abondance et a épousé la cause des plus pauvres et des plus exploités, au point d'en faire le test central du Jugement dernier (Matth., 31, 25-56).

En parlant d'argent et du danger de la richesse, Jésus s'adresse à chaque homme et chaque femme sur terre, mais de façon particulière à ceux et celles qui vivent dans la richesse et le confort. Zachée n'a pas pris de temps à comprendre qu'il était premier visé par les paroles de Jésus (Luc, 19, 1-10). Car il est plus difficile d'être réceptif aux préceptes de l'Évangile lorsqu'on dispose d'un avoir abondant. « Il est plus facile à un chameau de passer par un trou d'aiguille qu'à un riche d'entrer dans le Royaume des cieux » (Matth., 19,24).

La parabole de Lazare et du mauvais riche vise à nous faire comprendre le danger, pour quelqu'un qui vit dans l'abondance, de ne même pas s'apercevoir des besoins de ceux qui l'entourent. Toutefois, la forme de richesse qui semble contredire le plus directement l'enseignement du Christ, c'est celle qui, issue de l'exploitation et de la violence, se conjugue avec la vanité, l'instinct de puissance ainsi que la lourdeur de l'esprit et du cœur. Alliage infect incarné dans la personne d'Hérode et qu'on trouve reproduit à toutes les époques de l'histoire.

4. Travail et technique

À la source de la modernité, de la croissance économique et du mieux-être, on discerne l'impact de la science et de la technique, valorisés par l'effort des travailleurs de toutes catégories.

Ceux qui font l'histoire de l'économie ont tendance à mettre en lumière de façon quasi exclusive l'émergence d'une classe d'entrepreneurs, de bourgeois actifs, dynamiques et audacieux, habiles à utiliser les moyens d'enrichissement et à accroître la richesse collective.

Il y a dans ce constat une part de vérité. Mais le progrès résulte aussi d'autres facteurs : ainsi, l'apport des travailleurs, qui ont fabriqué des biens et des produits nouveaux, construit des infrastructures, des routes, des usines, accru le rendement des sols. Une assise fondamentale de la richesse de l'Occident, ce sont les générations d'agriculteurs, de mineurs, de pêcheurs, de cheminots, de bûcherons, d'ouvriers du textile, des pâtes et papier, de l'automobile, etc. Ressource humaine essentielle, sans laquelle il n'y a ni enrichissement, ni progrès¹⁹. Vérité qu'on a tendance à oublier dans les salons de l'économie, où il n'est question que d'investissements, de forces financières, de banquiers, de taux d'intérêt, etc.²⁰. Vérité fondamentale aux yeux d'Adam Smith et que Léon XIII et Pie XI ont rappelée dans leurs encycliques sur la question sociale. Même insistance chez Julius Nyerere, quand il écrit : « Ce n'est pas l'argent, c'est le peuple qui est à la source du développement. L'argent, les richesses qu'il représente, sont la conséquence et non le fondement du développement. Les quatre fondements du développement sont : le peuple, la terre, une juste politique et un bon gouvernement »²¹.

La science et la technique elles-mêmes sont le produit du travail des hommes : elles constituent un *patrimoine collectif*, donc une propriété commune de l'humanité. Patrimoine précieux, plus fondamental que l'argent, puisqu'en fait les richesses chiffrées par le capital monétaire sont le produit de cette science et de cette technique alliées au travail continu et persévérant de générations de travailleurs²².

On a souvent, non sans raison, mis en garde contre les excès de l'esprit technique²³ et aussi contre les utilisations abusives de la technique, dont les effets destructeurs menacent la qualité de la vie, aussi bien dans le tiers-monde que dans les pays avancés : gaspillage des richesses naturelles utilisées pour la fabrication de produits superflus, pollution, destruction des sols, les communications mises au service de la propagande, de nouveaux savoirs utilisés pour accroître l'efficacité de la répression et de la torture, armements sophistiqués qui sèment la terreur parmi les paysans et les ouvriers, etc. Ces excès sont réels, mais le mal que l'on dénonce, il faut l'attribuer à l'esprit tordu des hommes, non à la technique. Savoir sans conscience n'est que malheur et ruine, mais on peut et on doit soumettre la science et la

19. Donnée fondamentale sur laquelle Gabriel Ardant a construit sa thèse d'un développement résultant avant tout de la mise en valeur du potentiel humain non utilisé dans les pays du tiers-monde. Voir *Le monde en friche*, PUF, 1963.

20. Tendence générale en Occident où l'on constate que la littérature économique parle peu des travailleurs (sauf pour dire qu'ils sont menacés de chômage) et beaucoup de placements boursiers, de gestion, de capitalisation, etc. Comme si on pouvait faire progresser une économie sans des travailleurs compétents et dynamiques. Et comme si les travailleurs n'étaient qu'une variable économique quelconque, dont on doit bien s'occuper un peu malgré soi, quand plane la menace d'une grève (ou d'une élection !).

21. *Freedom and socialism*, Dar-Es-Salaam, 1968, p. 243. Cité par A. TEVOEDJIRÉ, *La pauvreté, richesse des peuples*, p. 133.

22. « Cet ensemble (de moyens de production) est le fruit du patrimoine historique du travail humain. Tous les moyens de production, des plus primitifs aux plus modernes, c'est l'homme qui les a progressivement élaborés : l'expérience et l'intelligence de l'homme... Air si, tout ce qui sert au travail, tout ce qui constitue, dans l'état actuel de la technique, son "instrument" toujours plus perfectionné, est le fruit du travail » (*Laborem exercens*, n. 12).

23. Pie XII a traité à plusieurs reprises de la technique et de « l'esprit technique ». Voir, de façon particulière, le Radio-Message de Noël 1953, (AAS XLVI (1954), 5-16.

technique à des règles humaines et morales et ainsi les faire servir au progrès de la société.

« Il ne suffit pas de promouvoir la technique pour que la terre soit plus humaine à habiter. Les erreurs de ceux qui les ont devancés doivent avertir ceux qui sont sur la voie du développement des périls à éviter dans ce domaine. La technocratie de demain peut engendrer des maux non moins redoutables que le libéralisme d'hier. Économie et technique n'ont de sens que par l'homme qu'elles doivent servir. Et l'homme n'est vraiment homme que dans la mesure où, maître de ses actions et juge de leur valeur, il est lui-même auteur de son progrès, en conformité avec la nature que lui a donnée son Créateur et dont il assume librement les possibilités et les exigences »²⁴.

Dans les expériences d'aide au développement, les erreurs techniques n'ont pas fait défaut. Elles ont été nombreuses, même si pas toujours aussi spectaculaires que l'envoi (par les Soviétiques) de chasse-neige en Guinée. Il n'est pas certain qu'on ne soit pas en train d'en répéter d'aussi peu brillantes. Devant les dangers d'aliénation engendrés par le transfert de techniques étrangères, certains plaident pour une meilleure adaptation technologique et pour l'échange technologique fonctionnel, au lieu d'importations inopportunes²⁵.

L'évaluation critique de l'importation de techniques avancées dans le tiers-monde constitue une opération nécessaire pouvant conduire à une révision des méthodes utilisées sur le terrain. On reconnaît actuellement que certaines techniques agricoles risquent de détruire le couvert végétal. En contrepartie, le recours à un appareil aussi simple que le « ban ak suuf » au Sahel permet une économie considérable du bois de chauffage et aide à freiner le déboisement²⁶. La fabrication du compost et le recours aux engrais naturels constituent des techniques simples qui à la fois protègent les sols et économisent l'importation coûteuse d'engrais chimiques, etc.²⁷

La technique, bien utilisée, est libératrice, génératrice de mieux-être et rend les conditions d'existence plus humaines, comme en font foi plusieurs exemples :

- méthodes de protection et d'amélioration des sols ;
- semis de meilleure qualité et utilisés de façon méthodique et rationnelle ;
- protection contre les insectes et autres prédateurs naturels ;
- techniques de conservation des récoltes ;
- méthodes de médecine préventive ;

24. P.P., n° 34.

25. Voir A. TEVOEDJIRÉ, *La pauvreté, richesse des peuples*, pp. 103 ssq. — On trouvera, dans les ouvrages de René Dumont, de nombreux exemples d'avantages résultant de l'emploi de techniques simples et peu coûteuses, en comparaison avec l'utilisation de techniques importées et souvent d'un coût prohibitif. Sur le problème des transferts technologiques, voir WATTÉ, Pierre, *L'éthique avant la technologie*, Bruxelles, Lumen Vitae, 1982. — Aussi « La recherche scientifique française au service du tiers-monde », dans CJNI, février 1983.

26. Voir « Ne brûlez pas les arbres du Sahel », dans CJNI, mai 1983.

27. Il arrive aussi que des techniques importées sont fort simples. Le toit en pallis de l'Afrique australe, bien étanche et efficace, est une invention hollandaise. L'apiculture moderne, importée par les Bénédictins au Rwanda, connaît un succès remarquable. Les techniques modernes de creusage des puits en Burnika-Faso et ailleurs au Sahel répondent à un besoin urgent et permettent d'obtenir des résultats fort estimables. À noter que les coopérateurs missionnaires se distinguent souvent par l'invention et l'adaptation de techniques simples et efficaces, d'une ingéniosité remarquable.

- multiplication de points d'accès à l'eau potable, épargnant les longues marches et prévenant les maladies causées par l'eau insalubre²⁸ ;
- reboisement ;
- outillage agricole réduisant les dépenses excessives d'énergie physique ;
- irrigation et drainage des sols ;
- meilleure organisation pour la vente et la distribution des produits agricoles ;
- construction de routes pour faciliter le transport, assurer une meilleure distribution des vivres en cas de nécessité urgente, rendre accessibles à l'ensemble de la population les services sociaux et de santé ;
- construction d'écoles et de dispensaires ;
- une meilleure information grâce à la radio et à la télévision (à condition qu'elles ne soient pas transformées en officines de propagande au service du pouvoir) ;
- outillage léger, adapté aux aptitudes de la main-d'œuvre locale, v.g. montage d'appareils de radio, etc.

La pénétration de la technologie moderne peut apparaître (et peut constituer dans certains cas) une agression culturelle²⁹. On peut transformer les techniques en armes politiques et en instruments de domination. Mais elles sont aussi des outils de libération. Cela peut laisser peut-être indifférents des intellectuels (autochtones ou non) qui vivent loin des problèmes et des drames quotidiens du monde ordinaire, mais non pas les agriculteurs, les femmes vivant en milieu rural, les paysans qui voient le fruit de leurs efforts détruit par des fléaux naturels, les travailleurs dont les énergies physiques sont rongées par les maladies, les petites gens privés de moyens de transport et démunis des moyens d'accès à la civilisation. À ces hommes et à ces femmes le progrès technique apporte l'espoir d'une libération possible du sous-développement.

La connexion entre le progrès technique et le développement est féconde en conséquences pratiques au plan de toute la vie quotidienne. Car la technique concerne tous les secteurs de l'activité humaine : l'agriculture, la santé, l'alimentation, l'éducation, la vie quotidienne des foyers, etc. Une société moderne dépend, pour son efficacité et son progrès, de l'exercice d'une multitude d'activités techniques, les unes complexes, les autres toutes simples. Ces activités constituent un facteur sous-estimé de croissance économique et de développement. Le progrès des sociétés dites avancées est largement tributaire de cet esprit pratique et concret qui imprègne la vie quotidienne. C'est donc fort opportunément que les coopérants missionnaires accordent une importance prioritaire à l'enseignement des techniques.

28. « En milieu rural, la plupart des maladies dont souffrent les populations sont d'origine hybride. En Afrique noire, l'eau potable est un luxe de quelques quartiers urbains ; la majorité des habitants boivent une eau infecte » (Jean-Marc ELA, *L'Afrique des villages*, p. 53).

29. Pour un tableau sévère des méfaits de la technologie dans le tiers-monde, voir LYCOPS, Jean-Pierre, *L'agression silencieuse ou le génocide culturel en Afrique*, Éd. Anthropos, 1975, pp. 137 ssq.

5. Le levier politique

Comme les événements en font foi, les nouveaux pouvoirs dans le tiers-monde sont loin de toujours répondre aux attentes. L'indépendance ne donne pas souvent les résultats escomptés. Déception ressentie et exprimée par le poète Aimé Césaire, qui fait dire à l'un de ses personnages : « Il est temps de mettre à la raison ces nègres qui croient que la révolution, ça consiste à chasser le Blanc et continuer en lieu et place, je veux dire sur le dos du Nègre, à faire le Blanc » (*La tragédie du roi Christophe*).

Mais les « maladies infantiles de l'indépendance » n'auront qu'un temps. Il le faut, car on ne peut espérer que s'amorce un véritable décollage sans que le pouvoir politique assume le rôle de moteur et d'animateur. Comme le souligne Jacques Austry, le pouvoir politique fait partie des agents du développement³⁰. Il est vain de parler de projet collectif, de plan d'ensemble, si personne ne coordonne efficacement les tâches que cela implique. Si les micro-réalisations diverses, inspirées par la générosité, doivent désormais s'inscrire dans un plan d'ensemble, il faut l'intervention de l'État, voire même une concertation entre les États (P.P., n. 13).

Au lieu de gémir sur le malheur des temps et regretter la belle époque (l'ère coloniale), il est préférable de se tourner vers l'avenir et compléter le processus amorcé de maîtrise du levier politique. « Il faut d'abord conquérir le royaume politique, le reste sera donné par surcroît », disait NKrumah. L'histoire montre que le reste n'est pas donné par surcroît et que ce pouvoir politique a besoin d'être intégralement rapatrié. Il faut compléter l'indépendance, c'est-à-dire la rendre fonctionnelle, aligner le pouvoir sur sa finalité, à savoir le bien commun de la collectivité.

Le pouvoir politique souverain deviendra progressivement une composante et un moteur du développement à mesure que se concrétiseront les objectifs suivants :

- a) la structuration d'un appareil d'État fonctionnel, qui soit en rupture avec des formes archaïques de pouvoir (v.g. fidélités tribales, vieilles féodalités) et où la *prudence gubernative* supplante l'arbitraire comme norme de décision³¹ ;
- b) une libération politique qui rejoigne la collectivité, grâce à l'instauration d'un *état de droits*, où la dignité et les droits des personnes s'intègrent à la trame de la vie quotidienne ;
- c) un processus de démocratisation réelle qui véhicule, par l'entremise d'institutions politiques et sociales originales, les *valeurs démocratiques*, composantes du patrimoine de l'humanité.

On ne peut faire l'économie de cette triple opération sous prétexte de respecter les cultures locales ou de vouloir éviter à tout prix « l'agression culturelle ». Ce qui est en jeu, ce sont des composantes du patrimoine de l'humanité, des gains de l'histoire et de la civilisation. À moins de prétendre que des collectivités n'ont pas « la vocation à

30. Voir *Le scandale du développement*, Éd. M. Rivière, 1965, pp. 162 ssq.

31. Dans son ouvrage intitulé *Tiers-monde, idéologie, réalité*, PUF, 1962, Thomas Molnar pointe du doigt la pierre d'achoppement sur la voie du développement que sont les formes archaïques de pouvoir qui persistent sous les apparences d'une structure étatique moderne.

la croissance », pour reprendre la belle expression de Paul VI (voir P.P., n. 15-17), et sont condamnées par le destin à vivre dans la misère et l'oppression.

6. *Une assise culturelle*

La rencontre des civilisations à l'ère coloniale a provoqué des chocs culturels nombreux, qui ont entraîné des processus d'aliénation culturelle lourds de conséquences. Dans le cas des cultures amérindiennes et celui des sociétés appartenant au monde de la négritude, la déstructuration a été profonde.

De nos jours se produisent aussi des chocs culturels. Le développement des communications multiplie les occasions d'échange et d'osmose. On ne semble pas trop s'inquiéter quand, par exemple, l'impérialisme culturel américain assiège des cultures anciennes, fortement enracinées et sûres d'elles-mêmes (v.g. Chine, Japon). Il n'en est pas de même quand cet impérialisme prend d'assaut des cultures fragiles, déjà ébranlées par le colonialisme. On observe alors un mimétisme maladif et une sorte de schizophrénie qui n'augurent rien de bon pour l'avenir³².

La consolidation d'une assise culturelle favorable au développement, où s'arriment de façon positive et harmonieuse la pensée indigène et les apports extérieurs, soulève un problème fort complexe. Certains de ces apports (v.g. valeurs démocratiques) sont à la fois indispensables au développement et des composantes du patrimoine de la grande famille humaine. Il faut tenter alors d'évaluer, en chaque situation, les compatibilités et les incompatibilités, afin de limiter « le scandale du développement » dont parle Jacques Austruy.

Certaines données et constatations méritent une attention particulière :

- 1) Le choc culturel n'est pas en soi aliénant et négatif. Il y a des *passages culturels* qui ont amorcé une avancée de l'histoire. Ainsi, l'expansion culturelle de la romanité, la Renaissance et la Réforme, l'ouverture du Japon à la culture occidentale.
- 2) Quant au choc culturel s'ajoute la déstructuration économique et sociale, les séquelles négatives sont beaucoup plus considérables.
- 3) La résistance au changement peut s'expliquer, comme l'a montré Jacques Austruy, par une évaluation judicieuse du coût des changements, comparée aux avantages du statu quo. Ce n'est pas verser dans le passéisme ou l'idéalisation des modes de vie traditionnelle que d'admettre que ces modes de vie comportent souvent des avantages indéniables et reflètent un ordre de valeurs qui mérite le respect³³.
- 4) Le choc des cultures soulève des difficultés particulières quand il aboutit à des évaluations morales antinomiques. Ainsi, par exemple : la femme, vue dans la

32. A. TEVOEDJRI parle des « déraisons du mimétisme » (*La pauvreté, richesse des peuples*, pp. 43-68). Sur les problèmes d'aliénation culturelle, voir v.g. Georges BALANDIER, *L'Afrique ambiguë*; Plon, 1957; Jean-Pierre LYCOPS, *L'agression silencieuse ou le génocide culturel en Afrique*, Paris, Éd. Anthropos, 1975; Franz FANON, *Les damnés de la terre*, Maspéro, 1961.

33. Voir Jacques AUSTRUY, *ouvrage cité*, pp. 127 ssq.

tradition islamique par opposition à la tradition judéo-chrétienne ; le culte du travail, particulièrement du travail manuel, où là encore la tradition judéo-chrétienne se distingue d'autres traditions culturelles ; la dignité et les droits de la personne, etc. Il n'est pas indifférent, en fonction d'un processus de développement authentique, que l'on adopte telle ou telle attitude eu égard à plusieurs des valeurs concernées.

- 5) La volonté d'*inculturation* doit tenir compte du patrimoine historique de l'humanité et des gains historiques au plan éthique dans la perception des valeurs ³⁴.
- 6) Il est nécessaire que se poursuive le débat sur les problèmes d'acculturation et d'inculturation, d'aliénation culturelle, etc. Cela n'empêche pas, dans une perspective éthique axée sur la recherche du développement intégral, de poser comme impératives un certain nombre de valeurs dont la promotion peut entraîner des conflits au plan culturel. Par exemple :
 - le respect de la vie, les droits de la personne, l'égalité entre les personnes ;
 - le rejet de traditions qui légitiment l'esclavage, tant celui des enfants que des femmes, les mutilations, le travail forcé, etc. ³⁵ ;
 - la solidarité envers les plus démunis ³⁶
 - l'honnêteté morale et le sens civique ;
 - le culte du travail ;
 - la pratique de la prudence et le culte de la rationalité ;
 - l'ouverture au changement ;
 - la liberté de conscience, etc. ³⁷

7. La personne responsable

La personne humaine, c'est le lieu premier de l'invention, de l'initiative et des décisions responsables. Le sentiment profondément ancré dans la responsabilité personnelle éclairée par la foi transparaît dans une grande multiplicité d'entreprises

-
34. Thomas Molnar considère l'inculturation poussée à l'extrême comme une erreur et met en question à ce sujet le comportement de certains missionnaires. « Sans établir, dit-il, une comparaison entre les religions, on peut tout de même constater que lorsque le clergé de l'une d'elles renonce à faire du prosélytisme, c'est qu'il a cessé de croire à la vérité de la sienne et qu'il accepte, sinon la supériorité de l'autre, du moins un électisme qui les juxtapose ». Et il ajoute que, dans le cas de la religion chrétienne, cela est particulièrement dommageable, étant donné sa capacité « de dynamiser les populations archaïques au sein desquelles la religion ancestrale ne pouvait plus jouer ce rôle » (voir *Tiers-monde, idéologie, réalité*, pp. 116-117).
 35. Un rapport récent établit à près de 42 millions le nombre d'enfants et d'adolescents vendus dans le Sud-Est asiatique (voir *Le Soleil*, 7 mars 1985). Il faut ajouter à cela le trafic de femmes vouées à la prostitution et à l'esclavage. À noter que ce commerce est particulièrement florissant dans les pays de « capitalisme sauvage » (v.g. Thaïlande). Selon MOLNAR (*ouvrage cité*, pp. 53 ssq.) il y aurait entre 62 et 80 millions d'enfants esclaves dans le tiers-monde particulièrement dans des pays tels que le Maroc, l'Inde, le Népal, la Mauritanie, les pays arabes, etc.
 36. MOLNAR (*ibid.*) attribue le prestige et la popularité des œuvres caritatives chrétiennes (v.g. Mère Teresa) au fait que ces œuvres répondent à des urgences humanitaires qui souvent laissent indifférents les adeptes d'autres religions.
 37. On retrouve plusieurs de ces valeurs-clé inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

qui ont contribué au développement. François Xavier, le Cardinal Lavignerie, L.J. Lebrét, Sœur Teresa : des noms prestigieux, des agents de libération et de développement qui ont inspiré l'engagement personnel de milliers d'hommes et de femmes au service des individus et des collectivités. Apport irremplaçable d'individus personnellement engagés au service de leurs semblables et sans lequel les théories savantes et les planifications bureaucratiques n'aboutissent pas bien loin.

La personne humaine, dans sa dignité propre et inaliénable, est le *sujet*, c'est-à-dire la raison d'être du développement, et aussi l'*agent* et le *moteur* de ce même développement. Œuvrer au développement, c'est à la fois libérer de conditions infra-humaines et actualiser les ressources humaines. Dans un tel processus, la stimulation en provenance de l'extérieur est utile pour amorcer le processus, mais elle ne peut remplacer l'élan intérieur, la prise en charge de leur destin par les personnes et les groupes. On ne se développe pas par procuration, ni en demeurant sous tutelle permanente. Ce qui vaut aussi bien pour les individus que pour les collectivités.

Quand on embrigade au lieu d'inviter à la libre collaboration, quand on impose des contraintes au lieu de miser sur la responsabilité personnelle, il est possible qu'on enregistre à court terme des progrès apparents, peut-être même quelques performances spectaculaires. Mais on se dirige à long terme vers l'impasse. Quand l'individu n'existe que par le tout et par l'espace de liberté que tolère le collectif totalitaire, il cesse d'être inventif et dynamique. On est témoin alors d'un processus de croissance qui fonctionne au ralenti, avec des ratés nombreux. Négation de la primauté de la personne qui explique plus que tout autre facteur les difficultés, les complications et les échecs répétés des projets de développement inspirés par l'idéologie marxiste de stricte obédience. Les départs sont parfois spectaculaires, puis s'ensuivent des syndromes bien connus : un appareil bureaucratique tâtilon, les contraintes policières, l'asphyxie des idées et des initiatives, un quadrillage social stérilisant, des insuccès économiques notoires.

L'affirmation de la dignité et de la responsabilité personnelles explique que, dans les œuvres caritatives et éducatives chrétiennes, on accorde une attention particulière à tous les individus, productifs ou non, qu'on cherche à libérer de conditions infra-humaines afin qu'ils puissent le plus tôt possible accéder à un statut rendant opérationnel l'exercice de la responsabilité. On met en pratique l'axiome ancien : « La personne libre, c'est la gloire de Dieu ».

En tablant ainsi sur la personne responsable comme agent du développement, on incarne et on actualise une valeur typiquement judéo-chrétienne. Au cœur de cette tradition est inscrite en effet la conviction que le salut s'adresse à chaque personne, que chaque homme et chaque femme est responsable de son destin, peu importent les limitations imposées par les aléas de l'existence. On veut réduire l'impact de ces contraintes, afin de permettre à la liberté des personnes de prendre son essor. Jésus lui-même propose une libération qui, sans nier l'importance de la communauté et des structures, concerne les personnes, chacune avec ses ressources, ses limites et ses failles.

L'histoire du salut, tel que raconté dans l'Évangile, donne l'impression de se dérouler au jour le jour, sans planification, sans autre point de repère majeur que

l'intrusion d'une Parole, des interpellations, des réactions personnelles et des choix qui s'ensuivent. Les plus démunis sont souvent au cœur de l'actualité créée par le passage de Jésus : une femme qui va quérir de l'eau au puits de Jacob, un paralytique qui traîne au bord d'une piscine, un aveugle-né, des pauvres en quête de pain ou de guérison, un possédé du démon qui vit au fond d'une grotte, de petites gens qui manquent de vin pour bien recevoir leurs invités, etc. Pas de laissés pour compte, d'individus de trop qui dérangeraient les plans d'ensemble, pas de salut imposé à des gens jugés inaptes à comprendre le bien qu'on leur veut, pas de structuration impitoyable qui agit à la manière d'un rouleau-compresseur. Cette Parole libératrice donne naissance à un peuple, à une communauté, mais la vitalité de celle-ci s'enracine dans la foi et les choix responsables des personnes qui la composent. La Parole crée un peuple libéré, mais par la médiation d'hommes et de femmes qui accueillent cette Parole et s'efforcent de la mettre en pratique. Dynamisme intérieur, conversion du cœur qui génère une révolution culturelle unique. À partir de là, la voie est ouverte qui conduit à la révolution structurelle.

8. *La solidarité*

Albert Tevoedjré distingue deux sortes de solidarité : 1) la solidarité *mécanique*, « fondée sur les ressemblances, qui est adhérence grégaire de l'individu au groupe » ; 2) la solidarité *organique*, « fondée sur les différences, réponse aux aspirations créatives de chacun et aux vrais besoins de tous »³⁸. Cette deuxième espèce de solidarité, ajoute Tevoedjré, est devenue un impératif à l'échelle mondiale. « Le monde entier doit et peut vivre une solidarité organique. Il faut le vouloir en ouvrant les yeux sur les désastres permanents qui entassent des milliers de cadavres dont nous sommes conjointement responsables »³⁹.

La solidarité incarne la transcription profane et séculière de la charité. À l'instar de la dignité et de la personnalité de la personne, elle forme une partie intégrale de la pensée sociale chrétienne. C'est bien à tort qu'on a voulu y voir un apport spécifique de la pensée marxiste⁴⁰.

Il ne faut pas sous-estimer l'impact de la solidarité organique que deux mille ans de tradition chrétienne ont enracinée dans l'histoire de la civilisation. On en a eu la preuve lors des drames récents qui ont frappé des populations africaines au début des années 1980. Guidé et éclairé, ce sentiment de solidarité authentique peut constituer un apport énorme dans les entreprises d'aide au développement.

La solidarité, comme composante intégrale du processus de développement, trouve à intervenir à divers paliers :

- 1) entre les différents groupes sociaux qui ont à agir conjointement pour se libérer du sous-développement (ce qui inclut la difficile solidarité entre ethnies) ;

38. *La pauvreté, richesse des peuples*, p. 146.

39. *Ibid.*, p. 147.

40. En fait, dans la praxis marxiste, la solidarité joue un rôle important. Mais il s'agit d'une solidarité *mécanique* durcie à l'extrême et déformée par l'essence totalitaire de l'idéologie.

- 2) entre les pays victimes du sous-développement, qui trouveront de grands avantages à se considérer comme des partenaires et non comme des adversaires ou des ennemis ;
- 3) entre les pays en voie de développement et les pays économiquement avancés.

Face à des défis nouveaux et immenses, la solidarité doit vaincre des obstacles considérables, v.g. l'égoïsme des nouvelles classes issues de l'indépendance, les pratiques d'exploitation de la part des usuriers, etc. Mais les obstacles à vaincre sont sans doute encore plus grands dans les pays développés, car l'habitude du confort aggrave la myopie morale. On est souvent insensible à des besoins proches, encore plus à des urgences lointaines. Aussi, hormis les périodes de crise (v.g. la famine en Éthiopie), la solidarité a besoin d'être stimulée par l'information et un travail incessant de conscientisation⁴¹.

La solidarité organique ne s'impose pas. Elle mise sur des convictions, la foi en des valeurs, une persuasion raisonnée. Mais lorsqu'elle est imposée, artificiellement stimulée par des mesures d'embrigadement et la propagande, elle dégénère en pseudo-solidarité, comme cela advient dans les régimes totalitaires.

9. *L'essence du développement*

La croissance économique, le travail et la technique, le levier politique, l'assise culturelle, la personne responsable et la solidarité organique : on pourrait qualifier ces divers éléments à la fois de *composantes intégrales*⁴² et de *conditions du développement*. Ces multiples éléments *conditionnent* le développement, *s'intègrent* à lui et l'accompagnent dans son cheminement.

Reste à cerner ce en quoi consiste essentiellement le développement, à la fois comme *processus*, *projet*, et aussi comme *utopie*, ce terme désignant ici le projet jamais achevé, à l'instar de vocation des personnes et des collectivités, dont parle l'encyclique sur le développement (P.P. 15-17).

On peut dégager ce qui forme *l'essence* du développement en conjuguant un certain nombre de définitions proposées par des experts. Définitions qui ont émergé par la bande, à partir de la perception du phénomène du sous-développement⁴³.

41. Travail d'autant plus nécessaire que se poursuit depuis quelques années un travail de *déculpabilisation*, dont il ne faut pas sous-estimer l'impact, visant à combattre ce qu'on qualifie de « tiers-mondisme », c'est-à-dire le préjugé favorable à l'endroit des pays sous-développés et exploités par les pays riches, les lois du commerce, les institutions bancaires, etc. Certains arguments utilisés contre le « tiers-mondisme » sont fondés. Mais les conséquences de cette campagne contre une aide au développement jugée trop généreuse (alors qu'elle est mesquine), peuvent être néfastes. Les plus pauvres parmi les pauvres risquent d'en faire les frais.

42. Le mot *intégral* revêt ici un sens apparenté à celui de *integralis* chez saint Thomas, traduit par le mot *intégrant* chez certains auteurs, v.g. les parties intégrantes d'une vertu, à savoir « les éléments qui concourent à l'achever, à lui faire produire un acte parfait » (GARNIER, *Cours de philosophie*, tome II, n. 367). Pour un exemple de l'emploi du terme *integralis* chez saint Thomas, voir v.g. *Somme théologique*, 2a, 2ae, Q. 49, « De singulis prudentiae partibus quasi integralibus ».

43. Pour Thomas Suavet, le terme *développement* serait d'un usage trop récent pour qu'on puisse en fixer le sens de façon absolue (voir *Dictionnaire économique et social*, Paris, 1962).

- 1) Pour F. Perroux, le développement consiste dans « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global »⁴⁴.
- 2) « Appliqué au domaine économique, écrit Alain Birou, le terme développement est utilisé de façon très générale et parfois assez imprécise pour signifier une croissance organique, harmonisée et donc un progrès de l'économie, s'inscrivant dans un progrès général de la société. Pour que, dans un pays, il y ait développement, le progrès économique est indispensable, mais il doit être au service d'un progrès social et humain »⁴⁵.
Dans cette définition, la croissance économique déborde le statut de partie intégrale pour former la composante essentielle du développement, insérée au cœur d'un progrès social.
- 3) « Le développement, écrit Raymond Barre, est un processus de transformation des structures économiques, sociales, politiques et mentales, qui ne peut s'accomplir en un temps bref. Il suppose que, dans l'économie en voie de développement, la volonté de développement soit amenée par une élite sociale et politique, courageuse, qui s'assigne pour règle d'action la constitution du capital productif. Il implique que, dans les économies développées, se réalise un abandon des conceptions mercantiles des relations économiques internationales »⁴⁶.

À noter les paramètres majeurs :

- le processus s'étend sur une longue durée ;
 - une élite sociale et politique doit exercer le leadership ;
 - la constitution d'un capital productif est un objectif majeur ;
 - les relations économiques internationales doivent être modifiées.
- 4) J.M. Albertini propose sa propre définition du développement au terme d'une analyse détaillée du phénomène du sous-développement et après avoir décortiqué les mécanismes dudit phénomène. Écartant la conception libérale et formulant comme exigence de base la nécessité d'une prise en main rationnelle et planifiée des choix économiques et sociaux, l'auteur intègre la définition de L.J. Lebret, mais en accordant une attention particulière à des aspects que sa propre analyse du sous-développement avait contribué à mettre en relief, par exemple :
 - la disparition progressive des désarticulations et des dominations ;
 - l'apparition d'un monde qualitativement nouveau ;
 - un progrès qui dépasse la seule performance économique⁴⁷.

44. *L'économie du XX^e siècle*, Paris, 1964, p. 155.

45. *Vocabulaire pratique des sciences sociales*, au mot *Développement*.

46. *Cahiers ISEA*, n. 11, avril 1958, p. 81.

47. *Les mécanismes du sous-développement*, Éd. ouvrières, 1967, p. 214.

À la définition du Père Lebret, Albertini ajoute le commentaire suivant :

« Il ne faudrait (donc) jamais parler d'un développement économique opposé à un développement social. En réalité, les deux ne font qu'un.

Le développement ne peut donc pas être appréhendé simplement par la science économique. Sa compréhension et sa maîtrise supposent une action concertée entre toutes les sciences humaines (économie, sociologie, psychologie, géographie, histoire, philosophie, démographie...).

Enfin, étant une maîtrise plus consciente d'un groupe d'hommes sur son devenir, le développement est fatalement finalisé et ne peut être séparé de sa signification au niveau des civilisations. Par là, le développement est un *acte politique* au plus haut sens de ce terme »⁴⁸.

- 5) La définition proposée par le Père Lebret est devenue classique. Elle est sous-jacente à l'idée de développement telle qu'explicitée dans *Populorum progressio*. Pour Lebret, le *développement* consiste dans « la série des passages, pour une population déterminée et pour les fractions de population qui la composent, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu de la solidarité entre les fractions de la population nationale et de la solidarité entre les nations »⁴⁹.

Le Père Lebret s'est appliqué à souligner lui-même les composantes de sa définition qui lui apparaissaient les plus significatives. À ses yeux, les éléments suivants sont majeurs :

- un processus dynamique et continu qui affecte tous les aspects de la vie d'un peuple ;
- une croissance économique équilibrée et bien distribuée ;
- une croissance intégrale ;
- le rythme le plus rapide possible ;
- le coût le moins élevé possible ;
- l'essentielle solidarité à la fois entre les régions et entre les nations⁵⁰.

- 6) Au terme d'une cueillette et d'une analyse de diverses descriptions du développement⁵¹, André Laurentin suggère une définition du développement qui vise à cerner le phénomène « non plus, dit-il, au niveau des groupes de base, si importants soient-ils, mais de l'humanité entière qui est le vrai sujet

48. *Ibid.*

49. *Développement : Révolution solidaire*, Éd. ouvrières, 1966, p. 82. On trouve la même définition, avec quelques variantes, dans *Dynamique concrète du développement*, Éd. ouvrières, 1967, pp. 27-28 et p. 39. Dans ces cas-ci, le développement est défini comme un objet de l'économie humaine, laquelle devient « la discipline des passages, pour une population déterminée », etc. Dans cette perspective, les notions de développement authentique et d'économie humaine sont étroitement imbriquées. Il arrive que Lebret propose d'autres définitions du développement. En fait, ce sont alors plutôt des explicitations que des définitions. Ainsi, quand il écrit : « Le développement est l'explicitation des valeurs que l'être portait en soi, l'évolution de ses potentialités vers "l'état" qui les réalise... Le développement est l'avancée vers l'"optimum". » (*Dynamique concrète du développement*, pp. 38-39).

50. *Ibid.*, pp. 83-84. À noter que ce texte appartient à la série de documents qui forment la pensée définitive de l'auteur sur la question et qui ont été publiés après son décès, survenu en 1966.

51. Dans *Développement et salut*, Seuil, 1969, pp. 53-71.

du développement. En effet, l'humanité trouve dans la mutation actuelle son unité dans la différenciation et la communication intensifiées. Il n'y a donc de vrai développement que solidaire à cette échelle universelle⁵². De là la formulation de la définition suivante :

« Le développement est la mutation solidaire de l'humanité qui doit réaliser sa croissance au bénéfice de "tous les hommes et de tout l'homme." Ce progrès ne peut se réaliser sans des tensions qui sont un signe de vie et de santé. Mais il est nécessaire de réaliser une régulation de ces tensions. Cette régulation sera nécessairement multiple, comme elle l'est dans la vie des organismes supérieurs (cerveau, système sympathique et para-sympathique, hypophyse, pour le corps humain). Elle doit comporter impulsion, unanimité, synergie au niveau des unités de base, et coordination réfléchie de cet ensemble. La participation à ce phénomène humain est due en justice à toute l'humanité »⁵³.

Au fait, cette définition n'apporte pas un éclairage vraiment nouveau. Voulant faire œuvre de synthèse, l'auteur mélange de bonnes choses dont on saisiserait mieux la pertinence singulière en prenant soin de les mieux distinguer les unes des autres.

- 7) Pour la théologie de la libération, les définitions « conventionnelles » du développement sont dépassées. L'essentiel du développement, c'est tout simplement la *libération*, puisque le sous-développement est le résultat d'oppressions et d'aliénations⁵⁴. Le développement « classique » est un « desarrollismo », une mystification, une affaire ratée. Il passe à côté de la réalité. C'est un pseudo-développement, « synonyme de réformisme et de modernisation, c'est-à-dire de mesures limitées, timides, inefficaces à long terme, quand elles n'étaient pas fausses et finalement contre-indiquées pour parvenir à une véritable transformation de la société »⁵⁵.

Pour Gutierrez, la libération, composante essentielle du développement et qui donne à celui-ci son véritable sens, renvoie à *trois niveaux de signification* :

- a) explicitation des aspirations des classes sociales et des peuples opprimés qui sont en situation conflictuelle face aux classes oppressives et aux peuples de l'opulence ;

52. Dans *Développement et salut*, p. 69.

53. *Ibid.*, p. 70.

54. Voir, v.g. Gustavo GUTIERREZ, *Théologie de la libération*, Éditions universitaires, 1970, pp. 33 ssq. ; 90 ssq. On retrouvera plus loin des réflexions plus détaillées sur « les théologies de la libération ».

55. G. GUTIERREZ, *Théologie de la libération*, p. 39. Certaines critiques de porte-parole officiels de l'Église rejoignent en partie cette évaluation. À titre d'exemple, les propos de Mgr Leonidas Proano, évêque de Riobamba (Équateur) qui, s'inspirant des documents de Medellin, critique sévèrement le « desarrollismo » qui, selon lui, se préoccupe seulement de moyens de production et de progrès technique, et ne considère les pauvres et les marginaux que comme un élément négligeable qu'il s'agit d'intégrer à la société en tant que producteurs exécutants et consommateurs passifs, mais sans tenir compte de leur dignité de citoyens libres qui pensent, décident et réalisent des choses. Pour Mgr Proano, le « desarrollismo » équivaut à un développement partiel, erratique, qui cherche plus à calmer et à tranquilliser la population qu'à bâtir une société juste. (Voir PROANO, Leonidas, *Pour une Église libératrice*, Cerf, 1973, pp. 95 ssq.).

- b) exigence de toutes les dimensions de l'homme qui assume de manière consciente son destin à travers son existence et à travers l'histoire ;
- c) libération, par le Christ, du péché, « racine dernière de toute rupture d'amitié et racine, aussi, de toute injustice et de toute oppression »⁵⁶.

L'idée de libération n'est pas absente des perspectives de ceux qui se situent dans le prolongement de l'idéologie du « desarrollo », où prédomine le concept d'évolution progressive, ou de « desenvolvimiento ». Leuret veut que le processus de développement s'effectue « au rythme le plus rapide possible », parce qu'il faut libérer de conditions infra-humaines des millions de pauvres et de démunis. Paul VI parle aussi de *libération* (P.P., n. 1, 6). Là où une branche de la théologie de la libération prend ses distances pour adopter une approche radicalement nouvelle, c'est dans la façon de concevoir l'accomplissement du processus de changement, en reconnaissant ou en donnant l'impression de reconnaître à la violence révolutionnaire un caractère de normalité. Ce qui est nettement incompatible avec le discours chrétien traditionnel.

- 8) Toute l'encyclique de Paul VI sur le développement apparaît comme une explicitation de la notion de développement, présentée comme *projet et tâche historique* qui incombe « à tous les hommes de bonne volonté ». Paul VI décrit ce qu'est le développement quand, s'inspirant de Leuret, il détaille la « vision chrétienne du développement » (nn. 14-17). À noter, dans cette description, les éléments-clé :

- Pour être authentique, le développement doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme, donc dépasser la simple croissance économique.
- Toute vie est vocation à la croissance et cette vocation concerne chaque personne : la croissance humaine constitue comme un résumé de nos devoirs.
- Tous les hommes sont solidairement appelés à ce développement plénier.
« La solidarité universelle, qui est un fait et un bénéfice pour nous, est aussi un devoir ».

Toutes ces définitions guident l'agir, tout en demeurant inévitablement approximatives. Le processus qu'elles anticipent, projeté à partir de prototypes imparfaits, est en voie de se faire, *en devenir*. « Tout compte fait, écrit Thomas Molnar, le Tiers-Monde ne fait que s'installer dans l'Histoire »⁵⁷. Cette montée est un « signe des temps », une réalité en devenir, comme le rappelle Jean XXIII dans *Pacem in terris* (n. 43). Mais l'événement est en cours ; on doit donc se contenter de perceptions incomplètes. Cependant, toutes partielles qu'elles soient, ces perceptions sont utiles pour guider l'engagement, lequel ne peut attendre les ultimes cogitations des penseurs. Pour l'agir moral fondé en prudence, une connaissance approximative suffit souvent pour assurer l'opérationnalité, sans qu'elle soit entièrement satisfaisante pour l'esprit.

56. *Ibid.*, p. 52.

57. *Tiers-Monde, idéologie, réalité*, p. 122.

De cette exploration, rappelons en terminant les constantes qui se dégagent :

- 1) le développement, *tournant historique*, appelant une nouvelle vision de l'ordre social et une transformation des mentalités ;
- 2) *processus dialectique* où s'équilibrent la continuité, le progrès et des ruptures inévitables ;
- 3) recherche d'un *plancher de ressources* obtenu grâce à la croissance économique et permettant d'aller au-delà de celle-ci, *de la dépasser tout en la faisant progresser* ;
- 4) conjointement, *un idéal et une utopie* ; une *obligation liée au devoir de croissance* ; un *projet collectif* ;
- 5) un acte politique où se rejoignent le vouloir éclairé et efficace des décideurs politiques et la libre et indispensable participation des citoyens ordinaires, à commencer par ceux qui sont en besoin pressant de libération et de promotion humaines.

10. Un projet révolutionnaire

« Quand une idée simple prend corps dans l'histoire, ça fait une révolution ».

PÉGUY

Le mot *révolution* est ambigu. On l'identifie parfois à la violence révolutionnaire. C'est ce que fait Paul VI, quand il s'évertue à distinguer *réforme* et *révolution* (P.P., n. 31). Mais on peut aussi chercher, en utilisant ce terme, à qualifier une *transformation en profondeur*. Quand cette transformation vise les mentalités, on parlera alors de *révolution culturelle*. Lorsque les transformations bouleversent l'ordre en place (ou le « désordre établi »), on parlera de *révolution structurelle*.

Joseph Comblin a longuement disséqué le concept de *révolution*⁵⁸. Pour lui, « toute vraie révolution est un acte de fondation de la liberté »⁵⁹. Elle entraîne inévitablement des changements radicaux dans les valeurs et le pouvoir⁶⁰. Le progrès de la civilisation occidentale s'explique, dit-il, par un *mouvement de fond continu* se manifestant par des vagues successives⁶¹. De la lecture de Vatican II (*Gaudium et spes*), il déduit l'idée que nous sommes actuellement en pleine phase révolutionnaire, puisque, selon les Pères du Concile, nous vivons dans un monde caractérisé par des changements profonds et rapides qui s'étendent à l'ensemble du globe et tendent à transformer l'homme lui-même⁶².

58. Dans *Théologie de la révolution*, Éditions universitaires, 1970.

59. *Ibid.*, p. 117.

60. *Théologie de la révolution*, p. 151.

61. *Ibid.*, 116 ssq.

62. *Ibid.*, p. 153 ssq. Dans *Gaudium et spes*, voir v.g. nn. 4, 35, 104. Pour Comblin, la révolution ne se confond pas avec la violence. Elle ne l'exclut pas, mais se situe à un niveau beaucoup plus profond, en comparaison duquel les manifestations de violence apparaissent comme des épiphénomènes.

Comme nous l'avons vu précédemment, si Paul VI rejette le recours à la violence comme stratégie habituelle en vue de provoquer des changements, il n'exclut pas d'autre part une action transformatrice en profondeur. « Le développement exige des transformations audacieuses, profondément novatrices » (P.P., n° 32). Au fait, *l'idée* et *le projet* de développement élaborées dans les réflexions qui précèdent sont nettement révolutionnaires. Ils s'arriment aux transformations profondes telles que les décrit Joseph Comblin. Ce dont on se persuade aisément quand on prend conscience des changements exigés :

- 1) changement de mentalités et d'habitudes longuement enracinées au sein des collectivités prisonnières du sous-développement. C'est une des raisons pour lesquelles Jacques Austruy estime qu'on doit parler avec raison d'un *choc*, d'un « scandale du développement ». D'autant plus que l'ordre établi comporte aussi des avantages positifs, par exemple eu égard à la qualité de la vie : rythme naturel du déroulement des occupations, dimension humaine et personnalisée des échanges économiques, solidarités claniques sécurisantes, communion avec la nature, etc. ;
- 2) réformes commandées par des impératifs de justice sociale et distributive et qui heurtent de front des intérêts établis et des pouvoirs en place ;
- 3) innovations requises qui s'ajustent difficilement aux modes de penser propres à certaines cultures ;
- 4) appréhension de risques, étant donné que les changements qu'on propose peuvent entraîner des inconvénients considérables qu'on ne peut pas toujours prévoir et évaluer ;
- 5) conversion culturelle qui s'impose dans les sociétés développées, forcées de remettre en question des avantages excessifs obtenus grâce à un système international d'échanges économiques générateur de disparités ; aussi choc culturel et moral ressenti à mesure qu'on accepte d'intégrer dans son échelle de valeurs les notions de solidarité, de justice structurelle, de péché collectif, etc. ;
- 6) cette conversion culturelle, cette « metanoia » spirituelle et morale est rendue encore plus difficile en ces récentes années, alors que des intellectuels affectivement liés au pouvoir et au succès mondain se préoccupent de redonner à l'idéologie libérale un visage présentable tout en procédant à une opération de déculpabilisation des peuples nantis face aux peuples pauvres. Comme si on retournait à l'envers la parabole de Lazare et du mauvais riche, le riche retrouvant sa bonne conscience et Lazare renvoyé au banc des accusés.

Dans un tel contexte, combattre en faveur d'un développement intégral et solidaire de l'humanité, c'est s'engager dans une lutte révolutionnaire, même si on s'en tient aux moyens les plus pacifiques qui soient.

11. *Lignes d'action*

- 1) « Ce sont toujours des minorités qui font les révolutions. Ce sont des minorités qui incarnent la liberté et arrivent même à concevoir un projet de

liberté»⁶³. Mais encore faut-il que se forment lesdites minorités, fer de lance des projets de développement. Dans les pays développés, il est indispensable que se multiplient des groupes d'étude et d'action, intéressés au développement et qui en veulent faire un lieu central de leur engagement social. Ce qui vaut pour les écoles, les paroisses, les organisations politiques, les Églises, les groupes d'animation sociale, les organisations politiques.

- 2) « La pensée est le commencement de l'action ». On peut s'intéresser aux problèmes de développement par altruisme, sous l'effet de bons sentiments à l'égard d'hommes et de femmes qui vivent dans des pays lointains et qui ont besoin d'une aide et d'un appui. Mais pour un engagement efficace et durable, il importe que cette sensibilité sociale s'appuie sur une pensée structurée, une *philosophie*. Il n'est donc pas superflu d'investir dans la réflexion sur la nature du développement, ses composantes fondamentales, les obstacles qui s'opposent aux efforts entrepris pour le réaliser dans les faits. Le service de l'intelligence est une forme d'altruisme.
- 3) Le lieu des discours sur le tiers-monde est encombré de clichés, de préjugés, de conclusions hâtives et superficielles. Il faut déblayer le territoire ; on verra mieux après quoi et comment bâtir. Forme préalable d'engagement qui est valable quand elle s'appuie sur une perception adéquate de la nature du développement et de ses composantes.

63. J. COMBLIN, *Théologie de la révolution*, p. 160.